



HAL
open science

Le début de la fin ? Le revirement de la croissance démographique mondiale

Christophe Z. Guilmoto, Isabelle Attané, Sébastien Oliveau

► **To cite this version:**

Christophe Z. Guilmoto, Isabelle Attané, Sébastien Oliveau. Le début de la fin ? Le revirement de la croissance démographique mondiale. Luc Cambrézy & Véronique Petit. Population, mondialisation et développement, quelles dynamiques ?, La documentation française, pp.30, 2012. <halshs-00756473>

HAL Id: halshs-00756473

<https://shs.hal.science/halshs-00756473v1>

Submitted on 15 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

CHAPITRE 1

Le début de la fin ? Le revirement de la croissance démographique mondiale

**CHRISTOPHE Z. GUILMOTO,
ISABELLE ATTANÉ
ET SÉBASTIEN OLIVEAU**

Le palier des 7 milliards d'habitants que la population du globe a franchi fin 2011 fournit l'occasion d'établir un bilan autant rétrospectif que prospectif de l'état de la population mondiale. Quelques questions simples méritent en effet d'être posées. Ce chiffre est-il inattendu ? La répartition spatiale de cette population au regard de celle des richesses est-elle optimale et la démographie y joue-t-elle un rôle indépendant des évolutions socio-économiques ? Que peut-on attendre des décennies à venir ? Ce chapitre explore les différents aspects des dynamiques démographiques contemporaines, le reflet que ces dernières révèlent des mutations économiques, sociales et politiques en cours, et la manière dont elles pourraient façonner en retour les sociétés. Nous observerons en particulier que si l'accent est désormais mis sur la perspective planétaire de l'évolution de la population, les questions ne deviennent réellement pertinentes qu'une fois restituées à l'échelle régionale et nationale, car ce n'est qu'au sein de contextes locaux, toujours singuliers, que les mécanismes démographiques et leurs implications sociales ou économiques prennent tout leur sens.

17

■ La fin de la croissance démographique mondiale ?

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le discours dominant en matière d'évolution démographique a été marqué par un fort relent de pessimisme malthusien sur les méfaits d'une croissance « incontrôlée » de la population dans les pays en développement. À partir de la fin des années 1960, des ouvrages retentissants sont publiés qui annoncent les catastrophes que la croissance démographique exceptionnelle d'alors



Carte 1 : Population totale par pays en 2010



Sources : United Nations, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, Population Division (2011), CD-ROM Edition.

© C. Z. Guilimato, I. Attané, S. Oliveau, 2012, fait avec Phlicarto.

pourrait engendrer¹. Cette plainte, qui a progressivement évolué de l'approche économique à l'approche sociale puis environnementale, perd désormais de son poids au regard du retournement avéré des tendances démographiques. C'est précisément ce que révèlent les estimations démographiques par pays compilées par la Division de la population des Nations Unies² (carte 1, tableau 1).

On y distingue une croissance continue de la population mondiale, cette dernière ayant presque triplé de 1950 à 2010 en passant de 2,5 à 7 milliards d'habitants. Selon le scénario de projection médian des Nations Unies, qui est le plus probable puisqu'il applique aux tendances à venir des modèles dérivés des tendances observées depuis 1950, cette croissance est appelée à se poursuivre au cours du XXI^e siècle, mais à un rythme très ralenti puisque la population mondiale devrait se stabiliser aux alentours de 10 milliards avant 2100³. La population de la planète devrait ainsi augmenter de moins de 50 % au cours des 90 prochaines années, alors qu'elle avait presque quadruplé durant les 90 années précédentes, et ce en dépit des pertes humaines occasionnées par deux conflits mondiaux et par l'épidémie de VIH/sida. Ce ralentissement marque donc la fin prochaine de la croissance démographique mondiale.

Tableau 1 : Tendances démographiques mondiales de 1950 à 2100

	Population (milliards)	Accroissement naturel (‰)	Natalité (‰)	Mortalité (‰)	Fécondité (enfants/femme)	Espérance de vie à la naissance (années)
1950	2,53	18,2	36,9	18,7	5,0	47,7
1970	3,70	19,6	31,3	11,8	4,4	58,5
1990	5,36	15,2	24,5	9,2	3,0	64,4
2010	7,00	11,0	19,2	8,2	2,5	69,3
2030	8,52	6,9	15,6	8,7	2,3	73,3
2050	9,71	3,6	13,8	10,2	2,1	76,3
2070	10,42	1,6	12,8	11,3	2,1	78,6
2090	10,78	0,7	12,2	11,5	2,0	80,6

NB : les indices démographiques se rapportent aux cinq années suivant les dates indiquées. Estimations 2010-2100 d'après le scénario médian des Nations Unies (voir texte).

(1) On fait notamment référence ici à la *Bombe P* écrit par Paul Ehrlich en 1968 et à *Halte à la croissance ?* publié par le Club de Rome en 1972.

(2) Sauf mention contraire, tous les chiffres repris dans ce chapitre, les graphiques et les tableaux proviennent des estimations démographiques publiées en 2011 par l'ONU : United Nations, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, Population Division, 2011, New York (voir en fin de chapitre pour une description de cette source).

(3) L'extension récente des projections démographiques de l'ONU de 2050 à 2100 suppose naturellement qu'il s'agit plus d'un jeu de simulations des tendances futures que d'un réel exercice prévisionnel.



Le scénario médian des Nations Unies se fonde de fait sur une réduction régulière de l'accroissement naturel : le solde annuel des naissances et des décès, qui s'abaisserait à moins de 1 pour mille à l'orée du *xxi*^e siècle, traduit par conséquent une quasi-stabilisation de la population mondiale. Cela correspond avant tout à l'hypothèse retenue d'une convergence graduelle de la fécondité des différents pays du monde vers le seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) à partir de 2050. La forte inertie des systèmes démographiques, et tout particulièrement de la structure par âge de la population mondiale, implique toutefois que la croissance se poursuivra encore après cette date, mais à un rythme ralenti.

Les détails du tableau 1 nous en disent plus des composantes de ce revirement historique. Le taux d'accroissement naturel dans le monde, qui avait commencé à augmenter au *xvii*^e siècle, a en effet connu une accélération progressive durant le *xx*^e siècle, atteignant le niveau record de 2 % par an durant les années 1970. Cette hausse a été le produit d'un mouvement profond d'amélioration des conditions de vie et de la baisse progressive de la mortalité, à la fois grâce à la lutte contre les maladies transmissibles et à l'espacement des crises de subsistance. Les estimations rappellent certes qu'avec une espérance de vie encore inférieure à 60 ans en 1970, les améliorations dans le domaine sanitaire et la lutte contre les épidémies étaient loin d'être achevées. C'est d'ailleurs ce que démontrent les données pour la période récente, puisque la durée de vie moyenne s'est encore allongée de plus de dix ans entre 1970 et 2010. Néanmoins, cette augmentation de l'espérance de vie a été en partie entravée à partir de 1980 du fait de retournements de tendance de la mortalité dans certaines régions du monde, notamment en Europe de l'Est ou en Afrique subsaharienne en raison de l'épidémie de VIH/sida.

Des progrès futurs en matière de baisse de la mortalité sont anticipés par les Nations Unies de manière certes optimiste, mais au demeurant prudente. L'expérience récente des pays les plus favorisés, comme le Japon ou la France, suggère en effet que les progrès de la longévité humaine seront à l'avenir plus lents car plus coûteux financièrement. C'est pourquoi les Nations Unies ne prévoient qu'un gain global de 12 ans, la durée de vie moyenne passant de 69 à 81 ans d'ici à 2100. La principale raison de ce ralentissement est que les grandes avancées passées de l'espérance de vie ont découlé principalement du recul de la mortalité dans l'enfance et de celle due aux maladies transmissibles, notamment grâce au développement des vaccinations et à une amélioration des pratiques d'hygiène élémentaire. Or ces causes de mortalité ont aujourd'hui atteint un niveau si bas dans un très grand nombre de pays qu'elles n'y affectent plus que subsidiairement la longévité humaine. Désormais, les principales causes de mortalité sont devenues les maladies dégénératives comme le cancer ou les affections cardio-vasculaires, qui requièrent, tant en termes de prévention que de soins, des investissements financiers importants pour les États.

La clef du ralentissement de la croissance démographique depuis une quarantaine d'années réside dans le fait que la baisse historique de la mortalité a été progressivement suivie par le déclin subséquent de la natalité. Celui-ci s'est en effet accéléré

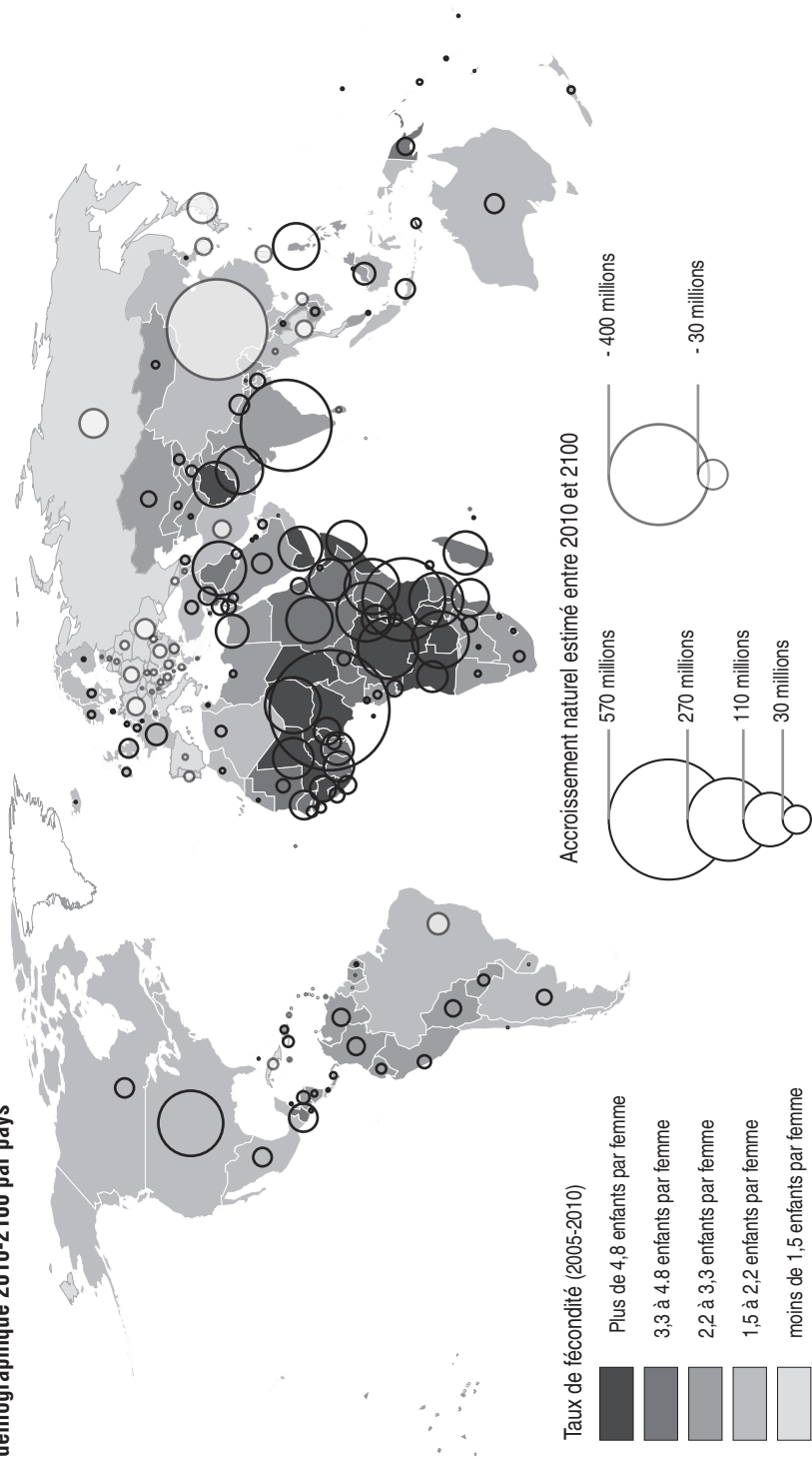
dans les années 1970, sous l'influence des géants démographiques que sont l'Inde et la Chine. La réduction de la natalité se mesure plus précisément à l'aune du nombre moyen d'enfants par femme⁴, dont l'estimation par pays pour la période 2005-2010 figure sur la carte 2. La fécondité a commencé à s'infléchir plus significativement à la fin des années 1960. On est ainsi passé de 5 enfants par femme en moyenne en 1950 à 4 à la fin des années 1970, puis à 3 au milieu des années 1980, et enfin à 2,5 aujourd'hui. Selon les projections du scénario médian des Nations Unies, le seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) ne sera atteint qu'à partir de 2050. On rappellera toutefois que les évolutions futures de la fécondité sont difficiles à prédire, à l'image des tendances contraires observées dans différentes régions du monde comme les rebonds inattendus autour du niveau du seuil de remplacement dans certains pays riches (à l'exemple de la France dont la fécondité est remontée à 2 enfants par femme depuis 2006) ou la persistance au contraire de fécondité « ultra-basse » ailleurs. À l'extrême, les régions les plus riches du monde chinois (Beijing, Shanghai, Hong Kong, Macao, et Taiwan) se distinguent tout particulièrement avec une moyenne d'un enfant par femme aujourd'hui, ce qui en l'absence de migration se traduira par des taux de rapide décroissance démographique.

L'amélioration globale des conditions de vie depuis 1950, grâce notamment aux progrès de la lutte contre la mortalité, dissimule certes d'importantes variations régionales ou socio-économiques que l'on examinera plus loin. Mais elle suggère aussi que la progression de la population ne semble pas avoir eu d'effets endogènes pervers. Au contraire, l'évolution semble conforme au schéma classique de la transition démographique dans l'histoire selon lequel la baisse initiale de la mortalité est suivie après quelques décennies d'un infléchissement ultérieur de la natalité. L'amélioration de la survie des enfants, consécutive notamment aux progrès sanitaires et de l'alimentation, encourage en effet les familles à se défaire progressivement des objectifs fortement natalistes qui les caractérisaient dans le passé et à limiter leur progéniture. L'écart temporel entre le recul de la mortalité et la baisse parallèle de la fécondité a certes été à l'origine de la formidable croissance démographique des 100 dernières années, mais celle-ci n'a pas entraîné les catastrophes malthusiennes anticipées par les plus pessimistes lors des années soixante : l'incapacité de nourrir le monde cinquante plus tard, l'épuisement des ressources naturelles, l'aggravation de la pauvreté dans le monde, et la hausse ou la stagnation de la mortalité en résultant. Ce constat permet ainsi aux statisticiens des Nations Unies d'envisager une poursuite de l'allongement de la durée de vie moyenne à l'échelle planétaire, en dépit des nombreuses menaces sanitaires, guerrières ou environnementales qui subsistent.

Le scénario de réduction de la croissance démographique mondiale repose sur une convergence progressive de la fécondité. Afin d'envisager d'autres trajectoires possibles

(4) Il s'agit de l'indice synthétique de fécondité. Celui-ci représente le nombre d'enfants qu'aurait une femme si elle avait, entre 15 et 49 ans, les niveaux de fécondité observés durant une période donnée par différentes générations de femmes. Cette mesure est plus précise que la natalité qui se rapporte à la population dans son ensemble et non sur les seules femmes en âge de procréer.

Carte 2 : Fécondité en 2005-2010 et accroissement démographique 2010-2100 par pays



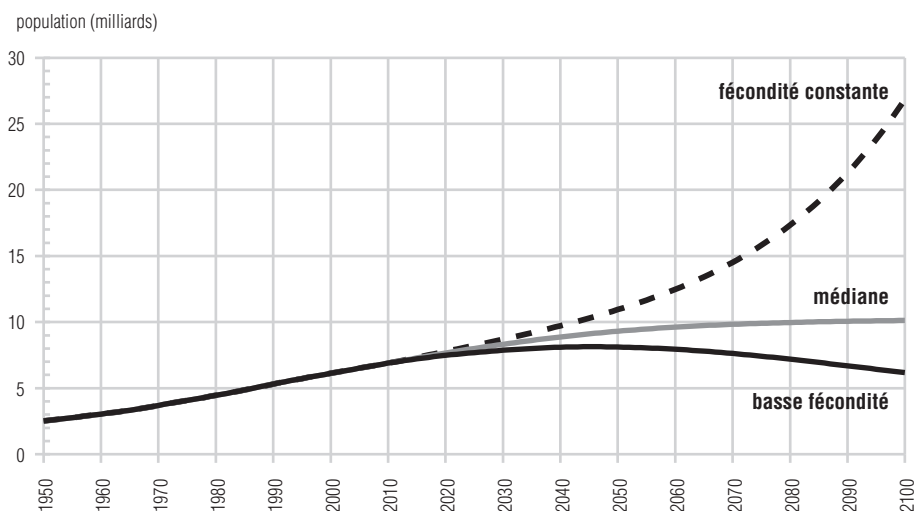
© C. Z. Guilimoto, I. Aitané, S. Oliveau, 2012, fait avec Phlcarto.
Sources : United Nations, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, Population Division (2011), CD-ROM Edition.

de l'évolution de la population mondiale, la Division de la population des Nations Unies a bâti d'autres scénarios fondés sur des niveaux différents de fécondité dont l'évolution, on l'a vu, est difficile à prévoir. Nous nous limiterons ici à l'examen de deux d'entre eux : le scénario à fécondité constante, qui présuppose une stabilisation du nombre moyen d'enfants par femme à son niveau actuel, ainsi que le scénario reposant sur une baisse accélérée de la fécondité.

La figure 1 présente les écarts dans l'effectif de la population mondiale qui résulteraient de ces différentes hypothèses. Elle montre en particulier le cours inquiétant que prendrait la population mondiale si la fécondité ne continuait pas à s'infléchir dans les décennies futures : la population mondiale subirait alors une croissance exponentielle durant la seconde moitié du *xxi*^e siècle pour dépasser les 25 milliards d'habitants peu avant 2100. S'il est difficile d'imaginer qu'une population aussi nombreuse puisse, suivant les modes de production et de consommation actuels, se satisfaire des ressources naturelles de la planète, il demeure qu'une telle tendance est clairement en contradiction avec les évolutions récentes.

Par conséquent, même si ce scénario témoigne d'un fort potentiel de croissance de la population mondiale actuelle, tant du fait de sa structure démographique encore jeune que du niveau de sa natalité, il n'en reste pas moins que l'hypothèse d'un maintien de la fécondité à son niveau actuel apparaît comme fort peu vraisemblable, d'autant que les mécanismes de baisse de fécondité une fois enclenchés semblent souvent irréversibles.

Figure 1 : Évolution de la population mondiale de 1950 à 2100 selon les trois scénarios démographiques des Nations Unies





Le scénario de basse fécondité n'en est sans doute pas pour autant plus vraisemblable au regard des tendances régionales, notamment dans les régions dans lesquelles la fécondité reste élevée et où la baisse ne se poursuit qu'à une allure modérée. Ce scénario se fonde sur une fécondité moyenne qui serait d'un demi-enfant inférieure à celle du modèle médian, convergeant vers 1,55 enfant par femme en 2100. Il correspond à la fois à une baisse accélérée dans les pays où le nombre des naissances est encore considérable aujourd'hui, mais également à un tassement prolongé à 1,6 enfant par femme dans les pays qui ont déjà atteint le seuil de remplacement en 2010. Une telle baisse correspondrait d'une part à un effort considérable dans la diffusion des méthodes de contrôle des naissances dans les pays moins développés, et d'autre part à une absence de rebond de la fécondité dans les pays industrialisés qui n'assurent d'ores et déjà plus leur renouvellement démographique. Dans cette hypothèse, l'impact sur la population mondiale serait loin d'être négligeable, car il conduirait à une réduction de 1,1 milliard de personnes par rapport au scénario médian, dès 2050, et de près de 4 milliards à l'horizon 2100. Cette différence serait certes très inégalement répartie entre les différents pays : deux milliards d'habitants de moins que prévu en Asie et un milliard en Afrique sub-saharienne. Elle conduirait notamment à de brutales contractions démographiques dans des pays aussi divers que la Chine, le Brésil, le Bangladesh ou l'Iran, où la baisse récente de la fécondité a été rapide. En effet, ce scénario prévoit que la fécondité y tomberait à 1,6 enfant par femme et, de ce fait, conduirait à une réduction de presque de moitié de leur population totale en 2100 par rapport au scénario médian. Ainsi, certains pays où les campagnes de limitation des naissances ont été particulièrement efficaces, comme la Chine, pourraient être conduits à introduire dans un avenir proche des politiques natalistes pour inverser la tendance à un vieillissement accéléré de leur population.

C'est logiquement entre ces deux extrêmes que va se dessiner l'avenir démographique de la planète, pour lequel les statistiques onusiennes ont fourni un contour délibérément « probabiliste ». Celles-ci n'ont certes pas incorporé les effets de bouleversements potentiels, qu'il s'agisse de conflits à grande échelle ou de vagues épidémiques. Les catastrophes démographiques avérées du xx^e siècle viennent donner quelques illustrations de l'ampleur des désastres possibles, avec pour mémoire des pertes de 17 millions pour la Première Guerre mondiale, de 50-100 millions pour la grippe espagnole (1918-1920), 60 millions pour la Seconde Guerre mondiale, 40 millions pour la grande famine chinoise de 1958-1961 et un total estimé à 75 millions pour l'épidémie de sida jusqu'en 2030. Doit-on y lire des observations à valeur prospective sur les possibles calamités à venir et leur impact potentiel sur une population qui est désormais quatre fois plus importante qu'il y a un siècle, ou au contraire en tirer des enseignements sur les risques que les sociétés devront savoir éviter ? Notons que les catastrophes démographiques d'antan n'ont eu que des répercussions passagères sur les tendances globales, lesquelles sont beaucoup plus fortement portées par les mécanismes à long terme de la transition démographique que par les crises ponctuelles, même quand celles-ci prennent une échelle planétaire.

■ Des disparités régionales toujours considérables

Les grandes évolutions démographiques mondiales se caractérisent par une forte inertie et leur vraisemblable irréversibilité. Comme nous venons de le voir, la baisse de la mortalité et plus encore le déclin de la fécondité dans les différents pays semblent s'enchaîner de manière mécanique et rares sont les revirements de tendance. Mais il faut aussi souligner une seconde caractéristique symptomatique : la profonde hétérogénéité du déploiement régional et social des mécanismes de la transition démographique au cours des décennies passées : si les évolutions antérieures de la mortalité ou de la fécondité adoptent le plus souvent un aspect relativement lisse à l'échelle de la planète, la décomposition régionale ou sociale en agrégats plus homogènes fait apparaître des tendances autrement plus contrastées. Les aléas et les singularités y sont très marqués et chaque groupe social ou région semble suivre un cheminement historique spécifique. La transition démographique a précisément pour effet singulier de rendre saillantes ces disparités entre régions, ethnies ou catégories sociales. C'est en particulier le cas de la baisse de la fécondité, distinguant notamment les populations pionnières des retardataires, qui assignera aux unes et aux autres des trajectoires démographiques distinctes et des effets démographiques cumulés très variables. Les groupes précurseurs qui atteignent le seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) en premier verront par exemple leur part dans la population mondiale se réduire. Ces derniers correspondent le plus souvent aux populations les plus prospères et la réduction de leur poids relatif n'est pas sans effet sociopolitique.

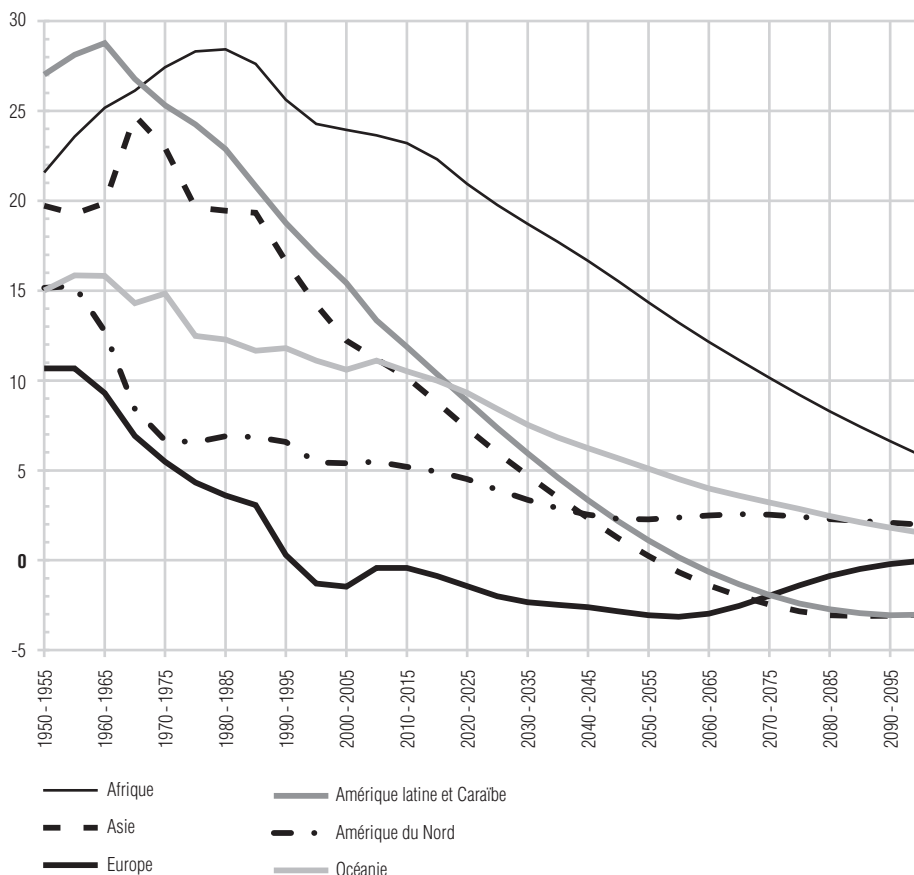
Tableau 2 : Population totale par groupe régional de 1950 à 2100 en millions d'habitants

Année	Monde	Afrique	Asie	Europe	Am. latine et Caraïbe	Am. du Nord	Océanie
1950	2 532,2	229,9	1 403,4	547,3	167,4	171,6	12,7
1970	3 696,2	368,1	2 135,0	655,9	286,4	231,3	19,5
1990	5 306,4	635,3	3 199,5	720,5	443,0	281,2	27,0
2010	6 895,9	1 022,2	4 164,3	738,2	590,1	344,5	36,6
2030	8 321,4	1 562,0	4 867,7	741,2	701,6	401,7	47,1
2050	9 306,1	2 191,6	5 142,2	719,3	751,0	446,9	55,2
2070	9 827,1	2 820,0	5 029,5	686,7	745,2	484,7	61,0
2090	10 062,1	3 358,3	4 740,5	674,7	708,7	515,2	64,7
2100	10 124,9	3 574,1	4 596,2	674,8	687,5	526,4	65,8

NB : estimations 2010-2100 d'après le scénario médian des Nations Unies (voir texte).

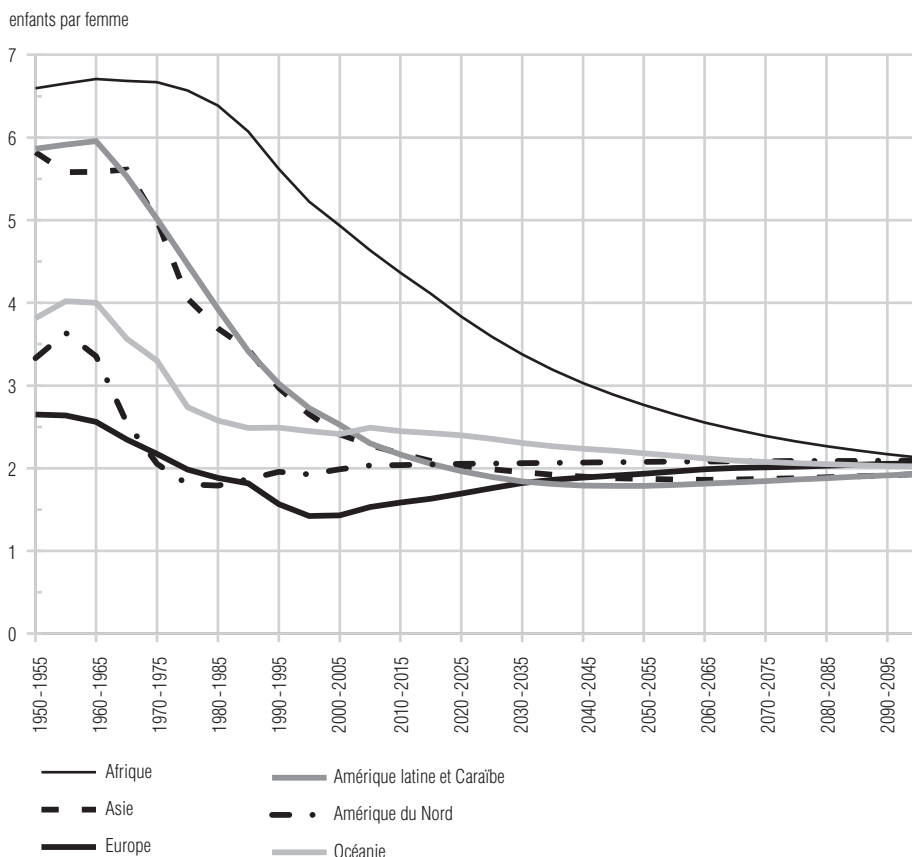
Figure 2 : Évolution du taux d'accroissement naturel par groupe régional de 1950 à 2100

taux d'accroissement naturel (pour 1000)



S'il n'est pas possible de détailler les évolutions disparates dues notamment aux particularités ethniques, religieuses, socio-économiques ou culturelles que la transition met à jour, les chiffres portés sur le tableau 2 et sur les figures 2 et 3 qui retracent l'évolution démographique par grande région du monde selon le modèle médian des Nations Unies donnent toutefois une idée de la diversité des trajectoires⁵. Chaque bloc régional émerge désormais dans son cheminement propre. Deux tournants dans l'évolution démographique régionale peuvent servir à marquer les écarts de calendrier : l'année à laquelle la fécondité atteint le seuil de remplacement des générations et celle au cours de laquelle la population atteint un pic historique. L'Europe

(5) Nous reprenons ici le découpage des classifications de l'ONU. Différents découpages plus fins existent, qui font apparaître des sous-régions distinctes comme la Caraïbe, l'Asie méridionale ou encore l'Europe de l'Est.

Figure 3 : Évolution de la fécondité par groupe régional de 1950 à 2100

est, sur ces deux points, en avance. La fécondité est passée sous le seuil de remplacement des générations à la fin des années 1970 et sa population devrait atteindre son maximum près de quarante plus tard, soit durant la présente décennie. Si l'évolution de la fécondité européenne a ressemblé initialement à celle des États-Unis, leurs destins ont commencé à diverger dès la fin du siècle passé en Europe méridionale et orientale, où la fécondité a atteint parmi les valeurs les plus basses jamais enregistrées et où l'accroissement naturel est devenu négatif dès avant 2000. Le repli démographique est désormais à l'ordre du jour en Europe, et les pays les plus peuplés que sont la Russie et l'Allemagne voient dès aujourd'hui leur population stagner ou se contracter. Selon notre jeu de projections, le phénomène est appelé à s'amplifier durant les décennies à venir et l'Europe va voir sa part relative poursuivre son déclin : elle représentait 22 % de la population mondiale en 1950, mais seulement 11 % en 2010, et cette proportion pourrait tomber à 7 % en 2100.



Outre son niveau de fécondité légèrement plus élevé, la trajectoire nord-américaine se distingue par un apport migratoire régulier et un accroissement naturel positif, avec pour conséquence une croissance qui devrait rester constante jusqu'en 2100. L'Océanie, qui ne représente guère que 0,5 % de la population mondiale, devrait connaître une évolution presque identique à celle de l'Amérique du Nord.

L'Asie et l'Amérique latine partagent le même profil de transition de la fécondité, puisqu'elles atteindront selon toute vraisemblance dès 2015 le niveau de remplacement, soit 2,1 enfants par femme. De la même façon, les deux régions devraient atteindre leur pic démographique au milieu du siècle. On constate encore une fois un décalage de près de quarante ans entre ces deux dates (seuil de remplacement et population maximale), qui témoigne de la forte inertie des dynamiques démographiques. À l'instar de l'Europe, le prolongement de la chute de la fécondité vers des valeurs très inférieures au seuil de remplacement des générations aura pour effet ultérieur, dans ces deux continents, de favoriser une réduction de la population d'environ 10 % au cours des dernières décennies du XXI^e siècle. L'accroissement naturel, qui deviendrait négatif à partir de 2060, pourrait alors y être le plus faible au monde.

Ce regroupement régional tend toutefois à gommer les singularités des pays composant le continent asiatique, lequel rassemble à lui seul plus de 60 % de la population mondiale. Dès que l'on en extrait quelques grandes masses, comme le Japon, la Chine, l'Inde ou encore d'autres pays d'Asie du Sud comme le Pakistan, cette uniformité de façade vole en éclat (voir carte 2). Le Japon a ainsi un profil très « européen », puisqu'il est déjà, avec une croissance négative de sa population depuis 2010, en phase de récession démographique. La Chine se détache également par la relative brutalité de son régime démographique qui, après la famine meurtrière (1958-1961) consécutive au Grand Bond en avant, a connu une baisse spectaculaire de sa fécondité. Passant sous le seuil de remplacement des générations dès la fin du XX^e siècle, elle verra sa population stagner, puis décroître à partir de 2025 environ. On notera au passage le court intervalle entre ces deux dates (environ trente ans), reflet du rythme accéléré de la baisse du nombre d'enfants par femme dans un pays marqué depuis 1980 par une très coercitive campagne gouvernementale de limitation des naissances.

La démographie indienne évolue au contraire à une cadence beaucoup moins accidentée. L'absence de sursaut de mortalité ou au contraire de baisse accélérée de la natalité sont sans doute le reflet indirect des effets salutaires de son régime démocratique sur les risques éventuels de famine ou de politique démographique autoritaire. La fécondité n'a atteint jusqu'à présent le seuil de remplacement des générations que dans moins de la moitié du pays et sa population totale ne plafonnera pas avant 2060⁶.

(6) On soulignera que l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé d'Inde qui avec 200 millions d'habitants représente aujourd'hui la 5^e population du monde, suit un calendrier encore plus retardé : la fécondité ne devrait pas y atteindre le niveau de remplacement avant 2060 et la population ne cessera pas de croître durant l'ensemble du XXI^e siècle. Les disparités à l'intérieur des autres géants démographiques comme la Chine ou le Brésil sont nettement moins prononcées.

L'Inde aura entre-temps dépassé la Chine en 2021 pour devenir le pays le plus peuplé de la planète selon le scénario médian des Nations Unies. Le calendrier de la transition démographique dans le reste de l'Asie du Sud est encore plus retardé, puisque la fécondité de pays comme le Pakistan ou l'Afghanistan ne devrait pas descendre en dessous du seuil de remplacement avant respectivement 2040 et 2060, la stabilisation de leur population s'en trouvant de ce fait sensiblement retardée.

Comme la figure 3 et la carte 2 l'illustrent, le bloc régional à la trajectoire la plus singulière reste l'Afrique, dont la fécondité ne devrait pas atteindre le seuil de remplacement des générations avant la fin du *xxi*^e siècle. En dépit d'une mortalité largement supérieure au reste au monde, la population y poursuit une phase de croissance exceptionnelle qui mérite d'être présentée plus en détail. Dès les premières estimations de 1950, le continent se caractérisait par une croissance rapide qui avait fait suite à la saignée démographique de la période coloniale. La seconde moitié du siècle passé correspond à une accélération exceptionnelle de l'accroissement naturel (figure 2), qui s'approche du niveau record de 2,8 % par an dans les années 1980 en raison du maintien d'une fécondité très élevée jusqu'à cette période (figure 3) et d'un gain de 13 ans d'espérance de vie résultant notamment de la baisse de la mortalité dans l'enfance. À partir de 1990, la baisse de la mortalité marque un repli en raison de l'épidémie de sida alors que la fécondité enregistre une légère baisse, engendrée notamment par l'amorce de la transition dans les pays arabes d'Afrique du Nord. De ce fait, l'accroissement naturel marque le pas à la fin du siècle dernier et s'infléchit légèrement, tout en restant aujourd'hui au niveau le plus élevé au monde : 2,3 % par an.

La fécondité a désormais entamé en Afrique un mouvement à la baisse, passant récemment sous la barre des 5 enfants par femme (figure 3). Mais les progrès anticipés par les chiffres des Nations Unies seront beaucoup plus lents qu'ailleurs dans le monde : les trois enfants par femme ne seraient pas atteints avant 2045 et le niveau de remplacement pas avant 2100. Selon ces estimations, l'accroissement naturel ne baissera que lentement durant le siècle, atteignant encore 5 pour mille en fin de période. L'Afrique, qui compterait alors plus de 3,5 milliards d'habitants, serait en position de rattraper le continent asiatique au début du siècle suivant. En 1950, l'Afrique enregistrait une population inférieure de plus de moitié à la population européenne, soit alors 9 % de la population du globe. Mais cette proportion, qui a atteint les 15 % en 2010, devrait passer à 24 % en 2050 puis à 35 % en 2100, l'Afrique étant alors créditée de cinq fois plus d'habitants que l'Europe.

La décomposition sous-régionale fait apparaître le rythme beaucoup plus rapide des changements démographiques en Afrique du Nord. C'est en particulier le cas des trois pays du Maghreb, dont la fécondité s'est d'ores et déjà rapprochée du seuil de remplacement des générations et devrait décliner plus encore dans la décennie à venir. Ailleurs en Afrique, les chiffres du croît démographique envisagés par le scénario médian des Nations Unies, un gain d'un milliard d'habitants entre aujourd'hui et 2100 aussi bien en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique orientale, semblent alarmants



au regard de la situation socio-économique contemporaine. Les modes de production de ces régions, et notamment une agriculture souvent exclusivement pluviale, et un développement industriel encore marginal ne semblent guère aptes à absorber une telle croissance démographique dans un contexte marqué par ailleurs par la vulnérabilité environnementale et l'instabilité politique. La répartition de l'accroissement démographique 2010-2100, représentée sur la carte 2, fait ressortir très nettement la situation tout à fait exceptionnelle de ces pays d'Afrique occidentale, centrale et orientale qui vont capter l'essentiel de la croissance démographique du XXI^e siècle.

Tableau 3 : Vingt-cinq pays les plus peuplés du monde par rang, 1950, 2000, 2050 et 2100

Rang	1950	2000	2050	2100
1	Chine	Chine	Inde	Inde
2	Inde	Inde	<i>Chine</i>	Chine
3	États-Unis	États-Unis	États-Unis	Nigeria
4	Russie	Indonésie	Nigeria	<i>États-Unis</i>
5	Japon	Brésil	<i>Indonésie</i>	Tanzanie
6	Indonésie	<i>Russie</i>	Pakistan	Pakistan
7	Allemagne	Pakistan	<i>Brésil</i>	<i>Indonésie</i>
8	Brésil	Bangladesh	Bangladesh	Congo (RD)
9	Royaume-Uni	<i>Japon</i>	Philippines	Philippines
10	Italie	Nigeria	Congo (RD)	<i>Brésil</i>
11	France	Mexique	Éthiopie	Ouganda
12	Bangladesh	<i>Allemagne</i>	<i>Mexique</i>	Kenya
13	Nigeria	Vietnam	Tanzanie	<i>Bangladesh</i>
14	Pakistan	Philippines	<i>Russie</i>	<i>Éthiopie</i>
15	Ukraine	Égypte	Égypte	Irak
16	Viet Nam	Éthiopie	<i>Japon</i>	Zambie
17	Espagne	Iran	<i>Viet Nam</i>	Niger
18	Mexique	Turquie	Kenya	Malawi
19	Pologne	Thaïlande	Ouganda	Soudan
20	Égypte	<i>France</i>	<i>Turquie</i>	<i>Mexique</i>
21	Turquie	<i>Royaume-Uni</i>	Soudan	<i>Égypte</i>
22	Thaïlande	<i>Italie</i>	<i>Iran</i>	<i>Russie</i>
23	Corée du Sud	Congo (RD)	Irak	Afghanistan
24	Éthiopie	<i>Ukraine</i>	Afghanistan	Yémen
25	Philippines	<i>Corée du Sud</i>	<i>Allemagne</i>	Burkina Faso

NB : en **gras** : pays ayant progressé durant la période précédente. En *italique* : pays ayant régressé durant la période précédente. Estimations 2010-2100 d'après le scénario médian des Nations Unies (voir texte).

Les importants différentiels de croissance démographique entre pays, tant pour la période passée que pour les décennies à venir, ont été et seront à l'origine de bouleversements dans le classement mondial des vingt-cinq pays les plus peuplés du monde (tableau 3). Si la Chine et l'Inde restent largement en tête, les pays de taille grande ou intermédiaire voient leur situation rapidement évoluer. Mis à part les États-Unis, c'est l'ensemble des pays industrialisés qui disparaissent progressivement du classement. L'Espagne disparaît en 2000, puis la France, l'Italie et le Royaume-Uni en 2050, puis ce sera le tour de l'Allemagne, du Japon et même de la Turquie en fin de siècle. La Russie, quatrième puissance démographique en 1950, décline au sixième rang en 2000, puis au quatorzième rang en 2050 et au 22^e rang en 2100.

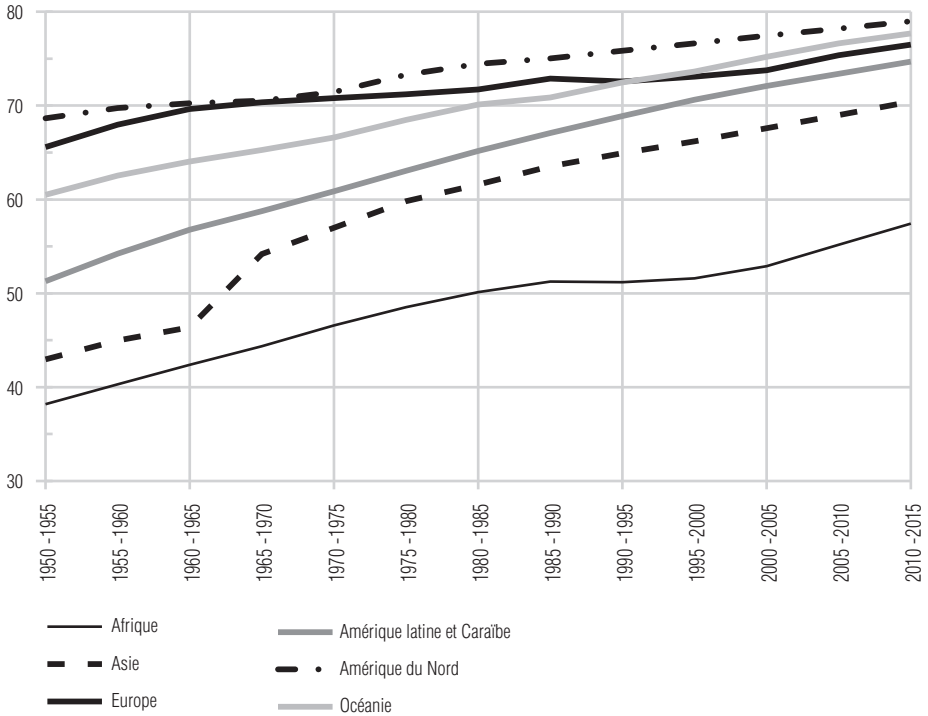
De nombreux pays en développement ont connu une embellie démographique historique comme le Brésil, l'Iran ou le Vietnam, avec des croissances exceptionnelles durant les cinquante dernières années. Mais le succès de leur transition démographique entamée dès la fin du xxe siècle devrait entraîner un déclin relatif durant la seconde partie du xxi^e siècle. En Afrique, c'est au contraire une percée que les estimations onusiennes envisagent, puisque de nombreux pays comme le Nigeria — dont la population dépassera alors celle de l'Europe ou des États-Unis — la Tanzanie, le Congo et même le Niger émergeront comme les plus peuplés du monde. En fin de classement, apparaissent des pays longtemps marginaux dans la démographie mondiale comme le Yémen ou l'Afghanistan, mais dont les cartes 1 et 2 illustrent bien la dynamique singulière lors du xxi^e siècle. Le Japon se retrouve au contraire en 2100 encadré par des pays comme Madagascar ou le Mali qui comptaient vingt fois moins d'habitants que lui à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

■ Les moteurs de la croissance démographique

Si la fécondité reste un moteur important de la croissance démographique, d'autres facteurs agissent de manière significative sur les écarts de croissance régionale. Les progrès sanitaires et leurs effets directs sur le recul de la mortalité, en particulier, continuent de jouer dans le maintien de ces disparités, même si la tendance globale de l'évolution de l'espérance de vie est à la hausse (figure 4). Les progrès dans l'espérance de vie à la naissance au cours des soixante dernières années s'échelonnent entre 10 ans dans certains des pays avancés en la matière, et plus de vingt ans parmi ceux, notamment en Asie et en Afrique où l'amorce de la transition démographique a été plus tardive. De nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie ont même enregistré des gains spectaculaires de trente ans d'espérance de vie durant la même période. Mais les inégalités régionales ont dans l'ensemble persisté et les avancées récentes n'ont pas encore comblé les retards historiques.

Figure 4 : Évolution de l'espérance de vie par groupe régional de 1950 à 2015

espérance de vie à la naissance (ans)



Un examen plus fin des courbes fait toutefois apparaître quelques traits atypiques. En premier lieu, on relèvera la stagnation ou la dégradation des conditions de survie dans de nombreux pays d'Europe orientale dont l'effet sur la moyenne européenne est manifeste. Dans cette région, le démantèlement des services sociaux et les difficultés économiques lors de la période de transition politique après la chute des régimes socialistes se sont accompagnés d'un regain de la mortalité dans de nombreux pays, notamment aux âges adultes. Les anciennes républiques de l'Union Soviétique sont les plus affectées par ce retournement de tendance, qui s'est manifesté dès les années 1970 et semble aujourd'hui en cours de résorption. Nous soulignerons également le petit creux dans l'espérance de vie en Asie dans les années 1960, en grande partie consécutif à la surmortalité due à la famine en Chine à cette époque.

En Afrique subsaharienne, les progrès sanitaires ont également connu un fort tassement depuis les années 1980, sous l'effet de différents facteurs comme la crise économique prolongée, les conflits régionaux, ou encore la résurgence du paludisme. Mais c'est incontestablement la crise sans précédent associée à l'épidémie de sida qui porte la plus grande responsabilité dans ce renversement de tendance. Ainsi, dans plusieurs pays d'Afrique orientale et australe, l'espérance de vie, située alors à un

niveau plutôt bas, a enregistré une substantielle régression. Dans plus d'une dizaine de pays, du Congo au Mozambique, l'espérance de vie a stagné ou est repassée en dessous de la barre des 50 ans. Le Zimbabwe où la vie moyenne a diminué de 15 ans durant les vingt dernières années fournit l'exemple le plus extrême de ce dramatique revirement.

Tableau 4 : Tendances migratoires par sous-région de 1950 à 2010

Solde décennal migratoire (en milliers)						
Décennie	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Afrique du Nord	-1 117	-1 911	-1 620	-1 542	-3 693	-2 687
Afrique de l'Est	-249	-160	-1 072	-299	-1 135	-3 088
Afrique centrale	-15	1	-185	-229	-69	144
Afrique du Sud	-30	214	234	48	1 073	1 331
Afrique de l'Ouest	94	-373	-709	-1 473	-272	-1 953
Asie orientale	-490	184	-1 058	-108	-1 938	-3 420
Asie centrale	1 670	1 519	-169	-2 037	-4 499	-2 755
Asie du Sud	-239	-1 159	-1 493	-1 656	-2 252	-13 048
Asie du Sud-Est	103	-418	-2 069	231	-2 999	-4 737
Asie occidentale	572	-150	736	718	-1 524	7 929
Europe orientale	-3 331	-297	56	889	2 102	2 009
Europe du Nord	-715	242	639	349	694	3 118
Europe du Sud	-2 966	-3 222	759	132	1 468	9 254
Europe de l'Ouest	2 155	4 231	2 480	2 672	5 635	3 984
Amérique du Nord	4 185	3 979	7 100	8 306	14 348	13 333
Caraïbe	-992	-1 452	-1 269	-1 337	-1 131	-1 525
Amérique centrale	-258	-1 750	-2 388	-4 587	-4 871	-6 029
Amérique du Sud	720	-575	-526	-1 092	-1 776	-3 662
Océanie	904	1 095	555	1 016	838	1 801
Flux total	10 403	11 466	12 560	14 360	26 159	42 904

Taux de migration décennal (pour 1 000 hab.)						
Décennie	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Afrique du Nord	-1,9	-2,5	-1,7	-1,1	-2,3	-1,4
Afrique de l'Est	-0,3	-0,2	-0,9	-0,2	-0,6	-1,1
Afrique centrale	-0,1	-0,0	-0,4	-0,4	0,2	0,1
Afrique du Sud	-0,2	0,9	0,8	0,2	2,4	2,4
Afrique de l'Ouest	0,1	-0,4	-0,6	-0,9	-0,1	-0,7
Asie orientale	-0,1	0,0	-0,1	-0,0	-0,1	-0,2
Asie centrale	7,9	5,4	-0,4	-4,4	-8,5	-4,8
Asie du Sud	-0,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,8
Asie du Sud-Est	0,1	-0,2	-0,6	0,1	-0,6	-0,8
Asie occidentale	1,0	-0,2	0,7	0,6	-0,9	3,7
Europe orientale	-1,4	-0,1	0,0	0,3	0,7	0,7
Europe du Nord	-0,9	0,3	0,7	0,4	0,7	3,2



Décennie	Taux de migration décennal (pour 1 000 hab.)					
	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Europe du Sud	-2,6	-2,6	0,6	0,1	1,0	6,2
Europe de l'Ouest	1,5	2,7	1,5	1,5	3,1	2,1
Amérique du Nord	2,2	1,8	2,9	3,1	4,8	4,1
Caraïbe	-5,3	-6,3	-4,6	-4,2	-3,1	-3,8
Amérique centrale	-0,6	-2,8	-3,0	-4,5	-3,9	-4,2
Amérique du Sud	0,6	-0,3	-0,2	-0,4	-0,6	-1,0
Océanie	6,4	6,2	2,7	4,1	2,9	5,3

NB : les soldes migratoires correspondent aux migrations nettes entre chaque sous-région et le reste du monde. Les années indiquées sont celles du début de la décennie correspondante (1960 = période 1960-1969). Le flux total est estimé en sommant l'ensemble des soldes négatifs régionaux par décennie.

Taux de migration = solde migratoire/population moyenne sous-régionale.

Un autre facteur d'évolution démographique, souvent plus difficile à saisir par manque de statistiques fiables, réside dans les échanges migratoires internationaux. Les Nations Unies ont également produit des estimations des soldes migratoires quinquennaux par ensemble régional. Nous en avons dérivé ici des indicateurs décennaux sur la période 1950-2010, sous la forme de solde en chiffres absolus et de taux net de migration. Dans chacun des cas, les valeurs négatives correspondent à des situations où prédominent les mouvements de départ. Dans le tableau 4, ces migrations nettes ont toutefois été désagrégées en des unités régionales plus fines et donc plus homogènes en termes d'échanges migratoires. L'échelle continentale (Europe, Asie, etc.) masquant en effet un grand nombre de mouvements humains à l'intérieur de ces vastes zones⁷.

Le premier indicateur fourni dans le tableau 4 est le cumul décennal des mouvements de population entre sous-régions : estimé à 10 millions de personnes en 1950, il croît très lentement jusque dans les années 1980, du fait notamment du gel des échanges démographiques durant la guerre froide. Au cours des deux décennies suivantes, le volume des échanges interrégionaux a par contre augmenté de plus de 50 % pour dépasser les 42 millions de personnes entre 1990 et 2000 — un chiffre qui ne prend pas en compte les échanges migratoires entre pays au sein d'une même sous-région⁸.

En termes d'effectifs, c'est l'Amérique du Nord qui a capté la part la plus importante des migrations internationales, puisqu'elle cumule plus de 50 millions d'arrivées en 60 ans. Ces migrants sont principalement originaires de différentes parties d'Europe, ainsi que du Mexique et de la Caraïbe. Toutefois, l'aire d'attraction nord-américaine s'étend progressivement au reste du monde, notamment à l'Asie orientale et

(7) Cette échelle reste encore insatisfaisante pour certaines régions comme l'Asie occidentale qui comprend aussi bien des pays importateurs de main-d'œuvre comme dans le Golfe persique que des régions de forte émigration comme le Caucase.

(8) Le même chiffre calculé à l'échelle nationale (et non sous-régionale) de l'ensemble s'élève à 55 millions de départs (ou d'arrivées) nets.

à l'Asie du Sud. Le mouvement d'émigration vers l'Océanie, et au premier chef vers l'Australie, est proportionnellement encore plus important, même s'il ne concerne que des effectifs presque négligeables à l'échelle globale.

Durant la même période, l'Europe de l'Ouest a accueilli quant à elle pas moins de 20 millions de migrants, et a même temporairement dépassé l'Amérique du Nord durant les années 1960. Jusque dans les années 1990, il s'est agi principalement de migrants originaires d'autres pays d'Europe ou de régions limitrophes. Depuis lors, un redéploiement migratoire s'est opéré et ont émergé de nouvelles zones d'attraction, comme le reste de l'Europe et l'Asie occidentale. Les transformations sont complexes, engendrées autant par un appel de main-d'œuvre intense par les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient que par les mouvements consécutifs à la dislocation de l'Union soviétique, avec notamment de nombreux départs parmi les russophones. On notera le cas singulier de l'Europe méridionale, qui a connu durant les soixante dernières années une transition migratoire radicale : anciens pourvoyeurs de migrants, les pays d'Europe du Sud, comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce, ont assisté à un retournement des courants migratoires en leur faveur depuis les années 1970. Pendant la première décennie du XXI^e siècle, c'est même cette sous-région qui a enregistré le plus fort taux d'immigration nette, combinant des arrivées de pays proches mais également d'Afrique subsaharienne, d'Amérique du Sud ou d'Asie.

Vus des pays de départ, les courants migratoires sont longtemps restés limités aux pays proches des pôles de développement économique des pays industrialisés, comme ceux d'Afrique du Nord, d'Amérique centrale ou encore de la Caraïbe. L'émigration a eu un impact considérable sur la démographie d'îles comme Haïti ou la Jamaïque, où l'on observe les taux les plus élevés de départ depuis les années 1950. Il en va d'ailleurs également ainsi de nombreux contextes insulaires dans le reste du monde (Tonga, Polynésie, Cap Vert, Fiji, Timor, etc.) où la pression au départ a longtemps été forte. Mais en termes de volume, c'est progressivement le continent asiatique qui a émergé comme le plus grand pourvoyeur de migrants, notamment après l'assouplissement du régime migratoire en Chine et en Inde à partir des années 1980. À l'heure actuelle, ces deux pays commandent les flux d'émigration les plus importants du monde et ont acquis désormais une place importante dans les courants de longue distance vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. L'activité migratoire est également intense à l'intérieur de l'Asie en raison du rapide développement de nombreuses régions métropolitaines du continent.

Géographiquement à l'écart, l'Amérique du Sud et l'Afrique ont très faiblement contribué aux migrations internationales d'après-guerre. Cette situation de relatif enclavement s'est atténuée dans les années 1980, par la mise en place rapide de courants issus de ces deux régions facilités par l'ouverture de nouveaux réseaux migratoires, par exemple vers l'Europe du Sud, mais également par l'apparition de pôles de croissance économique régionaux comme le Brésil, l'Afrique du Sud ou les pays du Golfe persique. En Afrique, les mouvements de réfugiés qui relèvent des échanges internationaux ont également concerné des millions de familles, mais leur effet est



rarement visible dans les statistiques, car il s'agit le plus souvent de déplacements vers des pays limitrophes, à l'intérieur d'une même aire géographique. La démographie future de l'Afrique donne à penser que son potentiel migratoire ne s'est encore que très faiblement exprimé, d'autant que le développement des ressources locales y paraît encore très insuffisant pour absorber la croissance de la main-d'œuvre à venir.

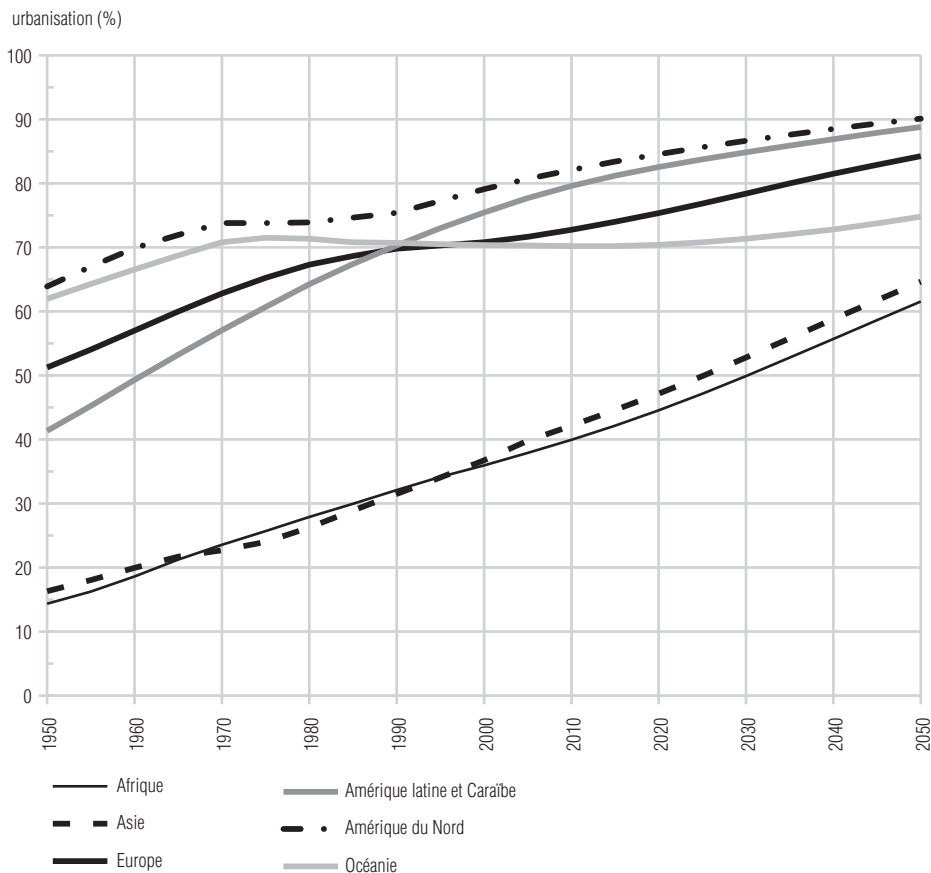
■ Croissance et recomposition démographique

L'importante croissance démographique des soixante dernières années s'est accompagnée d'une recomposition des populations en termes notamment de structures par âge et par sexe, ainsi que par des redistributions spatiales au sein des pays. De nombreux phénomènes associés, comme l'essor du capital humain, grâce aux progrès de l'instruction, ou encore les transformations sectorielles de l'activité économique, sortent du cadre de ce chapitre, mais ils ont également été profondément affectés par les dynamiques démographiques.

Les analyses comparatives sur les mécanismes migratoires à l'intérieur de chaque pays font défaut, car les statistiques disponibles sont rarement comparables. Pourtant, l'effet ultime de la croissance démographique ne s'est pas exercé de manière uniforme au sein de chaque pays en raison des déplacements internes parfois considérables. Quelques grands fronts pionniers ont notamment permis la colonisation de régions moins peuplées, en général au détriment des droits des populations autochtones, mais ils sont limités à quelques régions spécifiques comme le Xinjiang chinois, l'Amazonie brésilienne ou encore les îles périphériques de l'Archipel indonésien. L'essentiel des migrations intérieures se porte en réalité vers les villes et la croissance rapide des zones urbaines en atteste, puisque depuis 2007, plus de la moitié de la population mondiale est comptabilisée comme urbaine.

La figure 5 reprend les statistiques agrégées sur les progrès de l'urbanisation depuis 1950, en incluant les estimations pour les quatre prochaines décennies. Les tendances régionales sont toutes caractérisées par une tendance haussière, apparemment aussi inéluctable que les processus de transition démographique avec laquelle l'urbanisation entretient de fait des relations étroites depuis le XIX^e siècle. On y distingue toutefois clairement deux groupes. Le premier est constitué de l'Asie et de l'Afrique, qui ont des niveaux relativement modestes d'urbanisation, et le second du reste du monde qui est majoritairement urbain depuis les années 1950.

Dans les ensembles régionaux où l'urbanisation a été la plus rapide et a atteint plus de 70 % de la population totale, les avancées se font désormais plus lentes. L'Amérique latine se distingue quant à elle par un niveau d'urbanisation très élevé eu égard à son niveau de développement, mais il s'agit d'un trait hérité de son peuplement colonial urbain.

Figure 5 : Taux d'urbanisation par groupe régional de 1950 à 2050

Si l'Afrique et l'Asie se distinguent clairement, c'est certainement la situation de l'Asie qui étonne, car sa croissance économique depuis trente ans est supérieure aux valeurs observées ailleurs. En apparence, l'urbanisation asiatique compte de manière très significative dans l'urbanisation mondiale puisque parmi les vingt plus grandes métropoles du monde, ce sont avant tout des villes asiatiques qui ont émergé entre 1950 et 2010 comme Delhi (au 2^e rang mondial en 2010), Shanghai (6^e), Mumbai (7^e), Beijing (8^e), Dhaka (9^e), Kolkata (10^e), Karachi (11^e) et Manille (15^e). À l'exception du Caire (18^e) et de Lagos (20^e), aucune métropole africaine ne figure dans ce classement. L'urbanisation de l'Asie s'est accélérée récemment avec un taux qui a désormais dépassé légèrement celui de l'Afrique. Mais le continent demeure à un niveau modeste d'urbanisation, de l'ordre de 40 %, en décalage relatif avec son développement économique rapide. Ce paradoxe tient sans doute moins à la situation économique des zones urbaines, qui ont capté à leur profit une grande part de la croissance et des courants migratoires des dernières décennies, qu'à la capacité maintenue des campagnes à absorber la main-d'œuvre rurale et à ralentir par conséquent l'exode



rural. La Révolution verte⁹ explique une part de cette forte rétention de la population des campagnes, car elle repose notamment sur une forte demande en main-d'œuvre. Mais le développement industriel récent des régions d'Asie, officiellement classées comme « rurales » en dépit de leur très forte densité de peuplement¹⁰, fournit une autre explication à ce niveau modéré d'urbanisation observé dans les deux géants de la région, l'Inde et la Chine.

En volume, la migration des zones rurales vers les zones urbaines est colossale : durant la décennie 2000-2010, ce sont près de 4 % de la population mondiale qui sont devenus « urbains », soit environ 260 millions de personnes. Si tous ne peuvent pas être réellement qualifiés de migrants nets du milieu rural vers l'urbain¹¹, ce chiffre donne néanmoins une idée de l'ampleur de la redistribution démographique associée à l'urbanisation, en comparaison de la migration internationale estimée à 55 millions de personnes au cours de la même période. On notera de surcroît que la progression de l'urbanisation a été quasiment linéaire sur les trente dernières années, augmentant de 3,9 % tous les dix ans, et ce en dépit des aléas régionaux de la croissance économique. Au regard des migrations internationales, notoirement instables et de ce fait difficiles à prévoir, l'exode rural est un mouvement non seulement plus massif en termes de volume, mais également plus prévisible. Bien que l'on ignore les directions précises des flux de migrants rural-urbain, les métropoles ayant une propension à accueillir des migrants étroitement liée à leur configuration économique propre, il semble plus facile de pronostiquer, pour les prochaines années, les flux de population concernés par l'exode rural que par la migration internationale. On peut par exemple raisonnablement avancer que le taux d'urbanisation de l'Asie, et notamment de la Chine, aura rattrapé la moyenne mondiale actuelle en 2030 avec plus de 50 % de population résidant en ville. De tels chiffres permettent ainsi d'anticiper la charge démographique urbaine exceptionnelle qui en découlera : 900 millions de Chinois devraient vivre en ville en 2030.

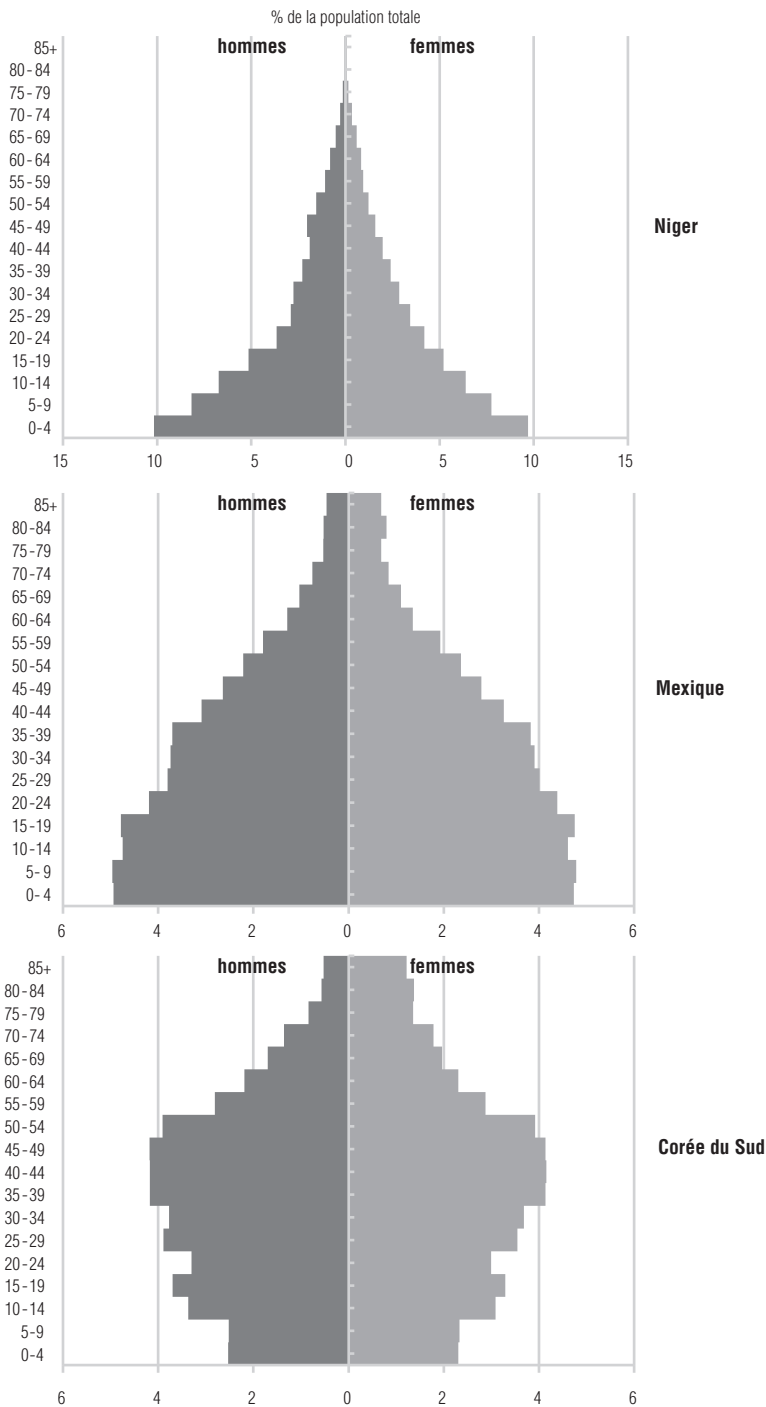
L'urbanisation n'est pas qu'un simple trait de la répartition géographique, puisqu'y sont associés de nombreux mécanismes sociodémographiques. L'un d'entre eux correspond aux comportements reproductifs, qui sont plus modérés en ville que dans les campagnes. La progression de l'urbanisation pourra donc être par exemple un facteur additionnel de baisse de la fécondité en Afrique. L'urbanisation est ainsi un vecteur de modernité *via* le développement de la société civile et des rapports salariaux, mais également à travers l'éducation, la transition de la fécondité et la réduction de la mortalité.

(9) La Révolution verte caractérise la hausse spectaculaire des rendements agricoles à partir des années 1960, elle est responsable de l'accroissement de la disponibilité alimentaire par habitant dans le monde.

(10) Ces espaces « ruraux » à très forte densité qui sont loin de dépendre des seules activités agricoles correspondent à ce que les géographes appellent en Asie du nom indonésien de « desakota ».

(11) Une part mineure de cet accroissement de la population urbaine relève en effet des enfants nés de migrants et des résidents des anciens villages, notamment en zone périurbaine, qui sont progressivement urbanisés.

Figure 6 : Pyramides par groupe d'âge quinquennal, Niger, Mexique et Corée du Sud, 2010





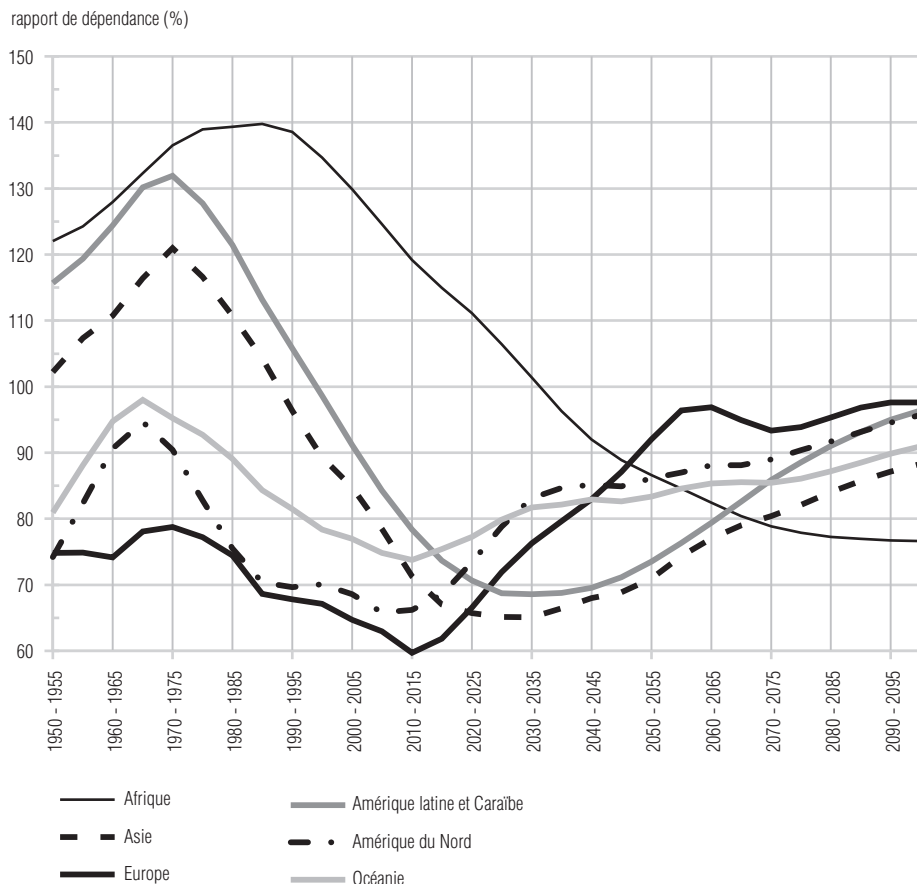
Un autre bouleversement associé à la transition démographique s'observe dans la composition par âge des populations comme l'illustrent les pyramides des âges de la figure 6. Les populations à forte fécondité comme le Niger aujourd'hui ont une forme pyramidale et un profil concave, avec des proportions proches de 10 % pour le premier groupe d'âges quinquennal. Le déclin graduel de la fécondité va progressivement réduire les volumes annuels de naissances, provoquant un rétrécissement de la base de la pyramide des âges. On le voit pour le cas du Mexique, dont la structure par âge perd son profil évasé par un mécanisme de « rectangularisation » graduel correspondant à des cohortes de naissances successives de volume comparable. Les pyramides des âges sont alors comparées à des ogives, quand les cohortes qui succèdent à la baisse de la fécondité sont de taille régulière. Mais elles ressemblent plus à des bulbes quand les plus jeunes générations sont significativement moins nombreuses que les générations adultes à la suite d'une baisse brutale de la fécondité. La Corée du Sud, qui a connu il y a plus de 40 ans le déclenchement de la baisse de la fécondité, illustre parfaitement cette situation.

De nombreuses mesures saisissent les effets de la transition sur les structures par âge, comme par exemple la part des moins de quinze ans qui va déclinant passant de près de 45 % en situation de forte fécondité à moins de 20 % une fois la natalité tombée à son niveau plancher. De même, l'âge médian de la population sert également de jauge à la transformation des structures par âge : il a ainsi déjà dépassé 40 ans en Allemagne ou au Japon et s'approche de 35 ans en Chine et de 30 ans au Brésil. En Inde, il n'est encore que de 25 ans, et il n'a pas encore atteint 20 ans au Nigeria ou au Congo. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, cet âge médian n'atteindra les 30 ans que vers 2080, alors que la moitié de la population des pays d'Europe et d'Asie, où la fécondité est déjà basse, aura plus de 50 ans en milieu de siècle.

Un calcul plus évocateur pour la compréhension des implications des structures démographiques sur la société repose sur la part relative des populations d'âge actif et des populations dites dépendantes, c'est-à-dire celles des jeunes et des personnes âgées. La figure 7 donne le rapport de dépendance calculé à partir de l'effectif des adultes supposés économiquement actifs (20-65 ans)¹². De ce point de vue, l'Europe et, dans une moindre mesure, les États-Unis affichent un avantage comparatif découlant de leur fécondité modérée depuis soixante ans, et ce en dépit du sur-saut des naissances consécutif à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La part de la population dépendante n'a en effet jamais dépassé les 90 % de la population d'âge actif et elle est désormais sur le point d'atteindre son minimum historique : 60 %.

(12) On utilise ici les 20-65 ans plutôt que les 15-59 ans, usage qui tient compte, d'une part, de l'allongement graduel de la durée des études au-delà de 15 ans et du retard subséquent de l'entrée sur le marché du travail et, d'autre part, de la période d'activité étendue jusqu'à 65 ans rendue possible par l'allongement de l'espérance de vie.

Figure 7 : Évolution du rapport de dépendance (moins de 20 ans et plus de 65 ans/20-65 ans) groupe régional de 1950 à 2100



Les structures démographiques asiatiques se distinguent quant à elles par l'extrême rapidité des bouleversements de la structure par âge. Le rapport de dépendance avait commencé par croître pour atteindre le niveau très défavorable de 120 % dans les années 1970, époque qui coïncida au déclenchement, avec un succès variable, des campagnes de planification familiale en Corée du Sud, en Inde, en Chine ou en Indonésie. En cinquante ans, la baisse de la fécondité a provoqué une réduction de près de moitié de ce rapport de dépendance. La baisse est encore plus marquée à l'échelle de certains pays comme la Chine, qui est en passe de rattraper l'Europe à son niveau plancher de dépendance. Un changement abrupt est également lisible sur la courbe des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. Le continent africain occupe une nouvelle fois une place à part : le rapport de dépendance y a atteint un palier record jusque dans les années 1990, avec un nombre de dépendants de 140 % supérieur à celui des actifs, cette population dépendante exerçant par conséquent une forte



pression sur les ressources disponibles. La baisse de ce rapport s'est toutefois amorcée depuis, mais à une cadence très lente. Elle devrait s'étirer sur près d'un siècle avant que le rapport de dépendance parvienne à son niveau minimal en fin de période.

L'indicateur de dépendance est essentiel pour comprendre les liens qu'entretiennent population et croissance économique. Il illustre en particulier l'impact de la démographie sur l'économie, alors qu'on a longtemps considéré, au contraire, que les comportements démographiques découlaient mécaniquement des conditions économiques. En effet, un rapport de dépendance élevé exerce un effet de levier considérable sur les ressources disponibles, dirigeant une grande part d'entre elles vers la population dépendante et notamment, dans les situations décrites plus haut, vers les plus jeunes. Les collectivités comme les ménages sont alors dans l'incapacité de mobiliser les efforts nécessaires à la consolidation du capital humain, *via* les infrastructures de santé ou d'enseignement par exemple.

Inversement, le renversement du rapport de dépendance observé en Asie et en Amérique latine a libéré des ressources considérables auparavant obérées par le volume de la population des plus jeunes. Ces nouvelles ressources se sont orientées principalement vers l'épargne et le secteur productif, les investissements éducatifs et sanitaires pour les enfants et l'emploi féminin. Ces formes d'investissement ont eu à leur tour un effet bénéfique considérable sur l'économie globale et le capital humain des futures générations adultes. Ce cercle réputé vertueux, produit de la recomposition démographique et qualifié de « bonus démographique », est tenu pour responsable d'un tiers du décollage économique en Asie orientale à partir de 1965. Il s'accompagne ensuite d'une augmentation de la proportion des adultes et correspond à un moment unique dans la transition démographique des pays durant lequel ils peuvent bénéficier d'une proportion maximale de population active. La pyramide des âges coréenne (figure 6) illustre cette prépondérance massive des adultes dans la population totale. Il faut toutefois souligner que pour saisir à plein ces opportunités de structure par âge et en retirer les « dividendes démographiques », les pays doivent s'assurer un très bon niveau d'activité, ce qui signifie notamment le plein-emploi et un taux d'activité féminin proche du taux masculin. Pour autant, ces conditions ne sont pas toujours remplies, car chômage et discriminations de genre face à l'emploi tendent à réduire la part des actifs dans certaines populations et minent les avantages de structure par âge.

Les pronostics futurs quant à l'évolution du rapport de dépendance sont moins aléatoires que d'autres projections démographiques, car il s'agit de profonds mouvements structurels peu sensibles aux fluctuations de court terme. En Europe, ils sont dominés par un vieillissement rapide, qui entraîne une dégradation progressive du rapport de dépendance. Les autres continents engagés précocement dans la transition suivent la même évolution, c'est tout particulièrement le cas de la Chine qui va connaître à partir de 2025 un vieillissement accéléré, pour atteindre un niveau proche de celui de l'Europe. Alors que le poids des jeunes parmi les dépendants présente sans doute plus de contraintes que de bénéfices, le rôle des populations âgées

dans la recomposition démographique est parfois perçu de manière moins négative comme source d'un « second dividende démographique », en raison de leur niveau de vie, de l'épargne dont elles sont porteuses et de la création de nouveaux emplois de services liés au vieillissement des populations.

Une autre caractéristique de la recomposition des structures démographiques mondiales, illustrée par les cas de l'Inde et de la Chine, est une réduction relative des effectifs féminins, consécutive à la diffusion des pratiques de sélection sexuelle prénatale facilitées par le développement de l'utilisation des techniques d'imagerie médicale, jointe à la surmortalité relative observée chez les petites filles dans certains pays. Alors que la plus grande espérance de vie des femmes a, presque partout dans le monde, entraîné une féminisation progressive des populations, les déséquilibres de sexe à la naissance et, dans une moindre mesure, la surmortalité féminine ont provoqué dans de nombreux pays d'Asie et d'Europe de l'Est un gonflement de la proportion de la population masculine. Ainsi, on estime aujourd'hui à près de 110 millions les « femmes manquantes », qui représentent l'écart entre le nombre de femmes observé dans ces pays et celui déduit des chiffres observés ailleurs dans le monde. L'immense majorité de ces femmes auraient dû être recensées en Chine et en Inde, pays où ces déséquilibres sont les plus massifs. Leur absence explique en particulier pourquoi la population du monde compte aujourd'hui un excédent de 59 millions d'hommes alors que les femmes devraient numériquement prédominer du fait de leur espérance de vie globalement plus élevée.

Cette anomalie démographique inédite provient des comportements discriminatoires à l'égard des filles avant (notamment par des avortements sélectifs selon le sexe) et après la naissance (du fait d'une moindre attention portée aux filles en matière de soins et d'alimentation débouchant sur des décès prématurés). Ces derniers découlent de la préférence traditionnelle pour les garçons au sein des familles, dans un contexte marqué en outre par la baisse de la fécondité et le développement d'un secteur de santé privé offrant les techniques de sélection prénatale. Affectant principalement les générations les plus jeunes, ce déficit considérable de femmes ne disparaîtra pas avant plusieurs décennies, y compris dans l'hypothèse d'une résorption rapide des pratiques discriminatoires vis-à-vis des petites filles. Il provoquera dans le futur un surplus relatif d'hommes parmi les adultes avec des conséquences sociétales mal connues.



*

**

Les caractéristiques principales de la démographie du monde en développement sont connues : après le recul rapide de la mortalité, l'accroissement naturel y a subi une forte accélération, laquelle a provoqué une croissance soutenue de la population telle que les pays développés n'en avaient jamais connue. Cette croissance des pays pauvres, tant que la fécondité y restait à un haut niveau, a longtemps été source d'inquiétude, mais le tableau de la situation actuelle autorise à un optimisme relatif. Les plus formidables vagues historiques d'accroissement de la population qui se sont déroulées durant les dernières décennies n'ont pas entraîné de catastrophe majeure. Le seul bilan de l'allongement de la vie humaine et de la réduction de la fécondité en témoigne. Il repose notamment sur des progrès parallèles enregistrés en termes de disponibilité en nourriture par habitant, en durée moyenne de scolarisation et en production économique. La densification rurale et l'urbanisation rapide ont entièrement participé à cet essor des ressources humaines et productives. Les tendances démographiques que projettent les scénarios des Nations Unies semblent à de nombreux titres raisonnables pour au moins quelques décennies et il faudrait pour les inverser l'intervention de conflits à large échelle ou de phénomènes environnementaux ou épidémiologiques dramatiques. Certains semblent affleurer, en raison par exemple de l'épuisement de certaines ressources ou de la perspective des changements climatiques, mais la vérité est qu'ils échappent tout autant à nos capacités de prédiction que les mécanismes correctifs inverses que représentent les avancées scientifiques et technologiques, la coopération internationale renforcée ou encore les réponses adaptatives des systèmes de production.

À l'évidence, la diversification des trajectoires démographiques donne à penser que la convergence des situations régionales ou nationales sera très lente. Pourtant, il y a trente ans, des pays d'Asie comme l'Indonésie ou le Bangladesh avaient par exemple de nombreux points communs avec ceux d'Afrique subsaharienne. Le décrochage des trajectoires asiatiques qui est intervenu depuis a été profond et aura naturellement un effet cumulatif sur le régime démographique et le développement économique durant les décennies à venir.

Ainsi, alors que la contraction de la population et un vieillissement accéléré pointent à l'horizon de nombreux pays industrialisés et concerneront bientôt de nombreux pays d'Asie, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne émergent à peine d'une phase pré transitionnelle marquée par des niveaux élevés de fécondité et de mortalité. L'Asie, résolument passée en cinquante ans du côté des pays les plus dynamiques économiquement, va résorber une part importante de son écart avec le monde développé et engranger de ce fait certains des bénéfices du bonus démographique. Mais nous assistons dans le même temps à un creusement des inégalités socio-économiques, notamment du fait de la croissance démographique toujours forte à venir

en Afrique¹³. En Afrique subsaharienne, la transition démographique s'opère dans un contexte socio-économique peu favorable, caractérisé par les niveaux de vie les plus bas, les plus faibles taux de scolarisation et des perspectives économiques souvent assez pessimistes. Les mécanismes d'auto-ajustement démographique, par la migration ou encore par la recomposition des structures par âge, n'y opèrent encore que de manière assez marginale et ne seront pas à même d'inverser, dans un avenir proche, la charge que la croissance démographique fait peser sur les ressources des ménages et des États. Ce qui ouvre à un vaste champ de réflexion pour favoriser les interventions visant à améliorer la santé et le bien-être dans ces régions les plus défavorisées du globe.

(13) L'Afghanistan est le seul pays dans le reste du monde à présenter une trajectoire démographique caractérisée par des taux de croissance aussi spectaculaires.



La Division de la population des Nations Unies

Le tableau dressé dans ce chapitre se fonde principalement sur les estimations démographiques des Nations Unies, dont la Division de la population procède à une mise à jour régulière. Pour un grand nombre de pays, il s'agit simplement de la reprise des chiffres des recensements et des tendances démographiques annuelles (décès, naissances, migrations) évaluées à partir de l'état civil, des enregistrements résidentiels ou des statistiques migratoires. Mais de nombreux pays, ces données détaillées sont trop éparpillées pour permettre de reconstituer des séries, quand elles ne font pas tout simplement défaut en raison de la tenue trop irrégulière des recensements ou de l'absence de statistiques d'état civil fiables et régulièrement publiées. La Division de la population utilise alors tous les indicateurs indirects disponibles, notamment les enquêtes sur échantillon, pour recomposer ces tendances démographiques pour chaque pays et chaque période quinquennale.

L'avantage principal de cette source est le caractère exhaustif des estimations démographiques nationales. Deux atouts complémentaires des séries statistiques des Nations Unies résident dans la reconstitution rétrospective des tendances démographiques de 1950 à nos jours et dans l'élaboration de différents scénarios de projections démographiques jusqu'en 2100. Demeurent bien entendu de nombreuses inconnues sur les tendances futures, aussi difficiles à maîtriser que l'éventuelle stabilisation de la fécondité, l'allongement de l'espérance de vie et l'effet des crises épidémiques, environnementales ou géopolitiques à venir. C'est la raison pour laquelle les migrations internationales, phénomène hautement imprévisible, ne peuvent guère être projetées de manière fiable sur le long terme.

Les Nations Unies offrent donc un ensemble de données sur 150 ans (1950-2100) pour 232 pays, y compris le Vatican et l'archipel des Tokelau. Les données fournies par la dernière série d'estimations publiée en mai 2011 (*World Population Prospects: The 2010 Revision*) comprennent notamment les effectifs par sexe et âge, ainsi que les estimations des niveaux de mortalité, de fécondité et des migrations internationales. Une source alternative est l'*International Data Base* produite par le Bureau du recensement américain pour 1950-2050, mais il s'agit d'une série d'estimations moins détaillée.

Cet horizon temporel désormais étendu de 2050 à 2100 peut sembler excessif, tant les pronostics de croissance démographiques pour la fin de siècle apparaissent audacieux. Mais il s'agit là plus de simulations sur le mode « *what-if* », et si?, que de prévisions démographiques.

La Division de la population des Nations Unies complète ces séries par des estimations sur l'urbanisation, la nuptialité et la pratique contraceptive. Des informations complémentaires sur la mortalité (table de mortalité) et l'épidémiologie (causes de décès) sont systématiquement rassemblées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des analyses démographiques et économiques à l'échelle mondiale sont également publiées sous forme de rapports annuels par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Onusida et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), qui produisent également des bases de données à caractère démographique.

Références bibliographiques

- Attané Isabelle, Barbieri Magali**, « La démographie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, vol. 64 (n° 1), p. 7-154, 2009.
- Bloom David E., Canning David et Sevilla Jaypee**, *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*, Rand, Santa Monica, 2003.
- Bloom David E.**, "7 Billion and Counting", *Science*, vol. 333 (n° 6042), 29 juillet 2011, p. 562-569.
- Bongaarts John P. et alii**, "Global Trends in AIDS Mortality", in *International Handbook of Adult Mortality*, Springer Netherlands, Dordrecht, p. 171-183, 2011.
- Dyson Tim**, *Population and Development: The Demographic Transition*, Zed Books, Londres, New York, 2010.
- Guilmoto Christophe Z.**, « La parenté, le marché et l'État face à l'aversion pour les filles en Asie », *Hérodote*, n° 136, 2010, p. 166-184.
- Guilmoto Christophe Z., Sandron Frédéric**, *Migration et développement*, coll. Les études, La Documentation française, Paris, 2003.
- Lam David**, "How the World Survived the Population Bomb: Lessons from 50 Years of Extraordinary Demographic History", *Demography*, vol. 48 (n° 4), 2011, p. 1231-1262.
- Lee Ronald**, "The Outlook for Population Growth", *Science*, vol. 333 (n° 6042), 29 juillet 2011, p. 569-573.
- Lutz Wolfgang, Sanderson Warren et Scherbov Serguei**, "The End of World Population Growth", *Nature*, vol. 412, 2001, p. 543-545.
- Lutz Wolfgang, K. C. Samir**, "Global Human Capital: Integrating Education and Population", *Science*, vol. 333 (n° 6042), 29 juillet 2011, p. 587-592.
- Sippel Lilli et alii**, *Africa's Demographic Challenges. How a Young Population Can Make Development Possible*, Berlin Institute for Population and Development, Berlin, 2011.
- Tabutin Dominique, Schoumaker Bruno**, « La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000 », *Population*, vol. 59 (n° 3-4), 2004, p. 521-622.
- Tabutin Dominique, Schoumaker Bruno**, « La démographie du monde arabe et du Moyen-Orient des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, vol. 60 (n° 5-6), 2005, p. 611-724.
- United Nations**, *World Population Ageing 2007*, Population Division, New York, 2007.
- United Nations**, *World Urbanization Prospects, the 2009 Revision*, Population Division, New York, 2010.
- United Nations**, *World Population Prospects : the 2010 Revision*, Population Division, New York, 2011 (<http://esa.un.org/unpd/wpp>).
- Véron Jacques**, *L'urbanisation du monde*, La Découverte, Paris, 2006.
- Véron Jacques**, « La démographie de l'Asie du Sud des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, vol. 63 (n° 1), 2008, p. 7-92.

